



Élections du Parlement européen : porter la voix du progrès social

Déclaration de la Commission exécutive confédérale pour les élections européennes

Le dimanche 25 mai 2014, les salariés comme les citoyens des pays composant l'Union européenne sont appelés à élire leurs représentants, les eurodéputés, au Parlement européen.

Elus pour cinq ans, les eurodéputés co-décident de la politique européenne, du budget européen mais surtout des directives européennes. Celles-ci, lorsqu'elles sont décidées par les gouvernements et votées par le parlement européen, seront transposées dans le droit national. Elles touchent la vie quotidienne des salariés : aujourd'hui, 80 % des lois votées en France sont le fait de la transposition automatique de la loi européenne.

La CGT entend peser pour que les questions sociales et économiques soient au cœur du débat européen.

L'expérience vécue, et tout particulièrement depuis le début de la crise, montre chaque jour que les politiques menées tournent le dos aux objectifs progressistes mais donnent aussi un sentiment de plus en plus profond que c'est à cause de l'Europe que l'on vit de plus en plus mal en France (« Pacte de responsabilité » pour respecter les 3 % de déficit, mise en concurrence des salariés, dumping social, casse des services publics...). Ce sentiment s'exprime et grandit d'ailleurs dans tous les pays de l'Union européenne. Il conduit à un recul de la confiance en l'avenir et à une défiance de plus en plus forte envers les partis politiques qui gouvernement ou prétendent le faire.

Nous voulons une Europe qui soit au service des peuples et du monde du travail, de toutes les nations, qui soit une opportunité pour développer ensemble dans la paix, une économie qui garantisse la création d'emplois, le progrès social et l'élévation des droits des salariés, privés d'emploi et retraités.

Comme nous venons de le vivre en France, cette défiance à l'égard des politiques menées peut se traduire par l'abstention ou le vote d'extrême droite. Mais ces votes ne conduisent pas les gouvernements à réorienter leurs politiques en faveur du monde du travail. Bien au contraire.

Les institutions démocratiques sont menacées par le creusement des inégalités.

C'est pour cette raison que la CGT exige :

- une diplomatie coordonnée et non alignée en faveur de la recherche de la paix dans le monde et singulièrement en Europe car au travers des drames qui se déroulent en Ukraine les risques de retour de guerre sur le continent sont réels ;
- une autre répartition des richesses créées en relevant significativement les rémunérations, en établissant partout des salaires minimum sur la base de critères

communs permettant de vivre décemment et en valorisant les qualifications ;

- une garantie d'emploi pour la jeune génération : c'est la jeunesse européenne qui portera notre avenir, mais seulement si elle peut vivre dignement des fruits de son travail ;
- une harmonisation fiscale pour assécher les paradis fiscaux ainsi qu'une taxation sur les transactions financières ;
- des normes communes pour garantir un emploi de qualité et le refus du travail précaire ;
- des services publics de qualité financièrement accessibles à tous et répondant aux besoins des populations ;
- un haut niveau de santé et de protection sociale ;
- un investissement massif pour l'avenir de l'Europe au lieu des programmes d'austérité qui ruinent nos lendemains ;
- des politiques industrielles coordonnées favorisant les coopérations entre les entreprises européennes.

Avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES), la CGT propose un plan d'investissement permettant de créer jusqu'à 11 millions d'emplois de qualité, dans une Europe qui compte aujourd'hui 26 millions de sans-emploi. Cette initiative est portée par 80 organisations syndicales de 28 pays représentant 45 millions de syndiqués en Europe, c'est une force.

Cette alternative économique est possible. Cela nécessite la création d'un autre rapport de force social pour renverser la donne européenne.

Face à l'Europe de l'austérité, nous opposons une nouvelle voie sociale et démocratique.

Il est également nécessaire de redonner aux salariés et à leurs organisations syndicales en Europe, les moyens de pouvoir contrôler l'utilisation des fonds publics et de pouvoir peser sur les décisions des entreprises.

Il faut des conventions collectives de haut niveau permettant la couverture de tous les salariés du public et du privé, des droits en matière de protection sociale, de condition de travail, de santé et de pensions, et en finir avec toutes les formes de discriminations (genre, nationalité, religion, appartenance syndicale...)

La CGT appelle les salariés à peser dans les débats et à porter la voix d'une autre Europe sociale qui refuse leur mise en concurrence et l'opposition entre les peuples !

À l'opposé d'un repli sur soi des peuples européens, c'est une Europe où chacun contribue au développement de tous par ses propres atouts qu'il faut construire, tous ensemble.

Confédération Générale du Travail

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00

Montreuil, 6 mai 2014 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr

communiqué